



Et pourquoi pas une année blanche pour les profits ?

Patrick Martin, président du MEDEF, l'affirme sans détour dans une interview aux Echos : « Il n'y a pas d'alternative sérieuse à une année blanche sur les prestations sociales en 2027 ». Traduction : retraites, allocations chômage, minima sociaux devront à nouveau geler pendant que les profits, eux, continueront de grimper. Le CODEF refuse cette fatalité que le patronat présente comme une évidence comptable.

Le diagnostic à sens unique du MEDEF

Pour justifier sa position, M. Martin dégage les éternels arguments du patronat : des dépenses publiques qui « représentent 57 % du PIB », un déficit et une dette dont la charge « représente maintenant huit fois le budget de la Justice, quatre fois celui du Travail ». Un constat commode, qui ne dit jamais un mot des 211 milliards d'euros d'aides publiques versées chaque année aux entreprises — plus de 6 points de PIB — sans conditions ni évaluation sérieuse, comme l'a établi la commission d'enquête sénatoriale sur le sujet (Public Sénat). Ces 211 milliards, c'est le premier poste de dépense de l'État. Le déficit et la dette dont le MEDEF se sert pour exiger de nouveaux sacrifices, il en est très largement à l'origine.

Une « responsabilité » qui ne coûte rien au patronat

Patrick Martin se targue d'avoir fait preuve de « responsabilité » en poussant à l'absence de revalorisation des retraites complémentaires « sans que cela provoque de tollé », et plus récemment sur les indemnités chômage. Une « responsabilité » qui, à chaque fois, se traduit par une perte de pouvoir d'achat pour les retraité-es et les chômeur-euses — jamais par une baisse des dividendes versés aux actionnaires. Il ajoute ne plus vouloir être le seul à faire « le sale boulot » de redressement des finances publiques. Le sale boulot, en réalité, c'est celui qu'il fait déjà endosser aux plus précaires depuis des années.

Il enfonce le clou en réclamant des « gains de productivité » dans la fonction publique, un nouvel allongement de l'âge légal de départ à la retraite, en dénonçant la « non-désindexation » des retraites de base et une fiscalité des entreprises « trop élevée », et en regrettant la « fin de la politique de l'offre » — cette même politique de l'offre qui, depuis des décennies, arrose les entreprises de milliards sans résultats sur l'emploi ni sur l'investissement productif.

Le mépris du Parlement, la préférence pour la force

La conception de la démocratie du MEDEF est éclairante. Patrick Martin est explicite : « Si le Parlement ne prend pas ses responsabilités cet automne, il faudra que le gouvernement recoure aux ordonnances budgétaires ». Peu importe le chemin institutionnel — vote parlementaire, 49-3 si le risque de censure est maîtrisé, ordonnances sinon — l'essentiel pour le patronat est que le résultat soit conforme à ses exigences. Ce n'est pas une préférence pour le débat démocratique, c'est une exigence d'obéissance.

Sébastien Lecornu, lui, a entendu le message. Il s'essaie à nouveau à imposer une année blanche, en cherchant surtout la communication qui évitera de mettre trop de monde dans la rue. Après le gel des pensions en 2026, la sous-indexation programmée jusqu'en 2030, le doublement des franchises médicales, le gouvernement recycle méthodiquement les recettes du patronat, budget après budget.

Une même recette, décennie après décennie

L'analyse du MEDEF ne change jamais : moins de dépenses publiques, moins de droits sociaux, moins d'impôts sur les entreprises. Et le résultat ne change pas non plus : des déficits qui

persistent, une dette qui s'alourdit, et des aides publiques aux entreprises qui, elles, ne connaissent jamais d'année blanche — 211 milliards d'euros par an, contre lesquels aucune contrepartie sérieuse n'est exigée.

La proposition du CODEF : une année blanche des profits

Le mouvement social porte d'autres analyses et d'autres propositions qu'une inacceptable année blanche sur les prestations sociales. Mais puisque le MEDEF et le gouvernement veulent une année blanche, le CODEF propose une alternative simple et juste :

UNE ANNÉE BLANCHE DES PROFITS !

Tout profit supplémentaire réalisé par les entreprises serait reversé à l'État, pour réduire ce déficit et cette dette que le MEDEF dénonce si bruyamment — alors qu'il en est en grande partie responsable. Si l'effort doit être collectif, qu'il commence par ceux qui en ont le plus profité.

Le CODEF appelle à refuser toute année blanche sur le dos des retraité·es, des chômeur·euses et des plus précaires, et à porter cette exigence : que les profits contribuent, enfin, autant que les prestations sociales sont sommées de le faire.

Au premier semestre 2026, TotalEnergies a dégagé un bénéfice net historique de **11,2 milliards de dollars** (en hausse de 73 % sur un an) et si on commençait de ce côté là ?

8 Août 2026